

Newsletter, 22-25 octobre 2018 - Session plénière - Strasbourg

[18-10-2018 - 15:30]

Le Parlement se prononce sur l'interdiction des plastiques jetables	3
Une interdiction des produits plastiques à usage unique, tels que les assiettes, couverts ou cotons-tiges, qui représentent jusqu'à 70% des déchets marins, sera votée mercredi en plénière.	
Eau potable: des projets pour améliorer la qualité de l'eau du robinet	4
Les députés voteront des projets visant à renforcer la confiance des consommateurs dans l'eau du robinet, bien moins chère que l'eau en bouteille et meilleure pour l'environnement.	
Facebook-Cambridge Analytica: débat sur les mesures de suivi	5
Mardi, les députés débattront avec la commissaire Jourová des mesures prises après la violation des données de Facebook-Cambridge Analytica. Une résolution sera votée jeudi.	
Ralentir la propagation de la résistance médicamenteuse des animaux aux humains	6
Des projets visant à réduire l'utilisation des antibiotiques dans les élevages, afin d'exclure les bactéries résistantes de l'alimentation, feront l'objet d'un vote jeudi.	
Budget 2019 de l'UE: accent sur les jeunes, la croissance et l'emploi	7
Mercredi, les députés confirmeront leur position de négociation sur le budget de l'UE pour 2019, avant de débiter les pourparlers avec le Conseil des ministres.	
Les députés débattront des conclusions du sommet européen d'octobre	8
Mercredi matin, les députés feront le point sur les conclusions de la réunion des dirigeants européens des 17-18 octobre, en présence du Président du Conseil européen, Donald Tusk.	
Klaus Iohannis débattrra de l'avenir de l'Europe avec les députés	9
Le Président roumain, Klaus Iohannis, débattrra de l'avenir de l'Europe avec les députés et le Président de la Commission, Jean-Claude Juncker, mardi à 10h30.	
Renforcer la sécurité via un système d'information au niveau de l'UE	10
Le système d'information Schengen amélioré contribuera à la lutte de l'UE contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration irrégulière.	
Réforme des règles sur les redevances routières	11
Les pays de l'UE imposant des redevances routières fondées sur le temps devront passer à des redevances fondées sur la distance, selon un projet de règles mis aux voix jeudi.	
Accord de Paris: appels à renforcer les engagements de l'UE en matière de climat	12
Une résolution demandant à l'UE de relever ses objectifs de réduction des émissions d'ici 2030 sera votée avant les négociations de Katowice sur le climat.	
Montée de la violence néo-fasciste en Europe: vote en plénière	13
Les députés s'inquiètent de la hausse du nombre d'incidents liés à la haine et l'intolérance en Europe. Ils souhaitent que l'UE réagisse contre la violence néo-fasciste croissante.	
Débat sur l'assassinat présumé du journaliste saoudien Khashoggi en Turquie	14
Mardi, le Parlement européen débattrra de la disparition et de l'assassinat présumé en Turquie du journaliste Jamal Khashoggi par les services de renseignement saoudiens.	



Le PE appellera à un élevage industriel des poulets plus respectueux des animaux	15
Le PE demandera d'agir pour améliorer le bien-être des poulets d'élevage, lutter contre la résistance antimicrobienne dans les fermes avicoles et mieux tracer l'origine de la viande.	
Recommandations pour le programme de travail de la Commission 2019	16
Les députés exprimeront leur opinion sur le programme de travail de la Commission pour 2019 mardi à 15 heures, en présence du premier vice-président de la Commission, Frans Timmermans.	
Autres sujets à l'ordre du jour	17

Baptiste CHATAIN	ROLE: Attaché de presse BXL: (+32) 2 28 40992 STR: (+33) 3 881 74151 PORT: (+32) 498 98 13 37 EMAIL: baptiste.chatain@europarl.europa.eu EMAIL: presse-fr@europarl.europa.eu
Nicolas DELALEU	ROLE: Attaché de presse BXL: (+32) 2 28 44407 STR: (+33) 3 88 17 20 97 PORT: (+32) 471 95 35 11 EMAIL: nicolas.delaleu@europarl.europa.eu EMAIL: presse-fr@europarl.europa.eu
Wendy DE MONTIS	ROLE: Attachée de presse BXL: (+32) 2 28 31151 PORT: (+32) 470 87 02 64 EMAIL: presse-fr@europarl.europa.eu
/news/fr/agenda/briefing/2018-10-22	

En savoir plus

- [Projet d'ordre du jour](#)
- [Suivre la séance en direct \(EbS+\)](#)
- [Europarl TV](#)
- [Conférences de presse et autres événements](#)
- [Centre multimédia](#)
- [EP Newshub](#)

Le Parlement se prononce sur l'interdiction des plastiques jetables

Une interdiction des produits plastiques à usage unique, tels que les assiettes, couverts ou cotons-tiges, qui représentent jusqu'à 70% des déchets marins, sera votée mercredi en plénière.

La nouvelle législation interdirait la vente de produits plastiques à usage unique, tels que les couverts, les cotons-tiges, les assiettes, les pailles, les touillettes ou encore les tiges en plastique fixées aux ballons, au sein de l'UE à partir de 2021.

Les députés de la commission de l'environnement ont ajouté à la liste des produits interdits les sacs en plastique très légers, les produits contenant des plastiques oxo-dégradables et les emballages de fast-food en polystyrène expansé.

Par ailleurs, ils ont introduit des mesures de réduction pour couvrir les déchets issus des produits du tabac, en particulier les filtres à cigarette contenant du plastique, ainsi que les engins de pêche égarés ou abandonnés en mer.

Débat: lundi 22 octobre

Vote: mercredi 24 octobre

Procédure: procédure législative ordinaire

Conférence de presse: mercredi 24 octobre à 15 heures

En savoir plus

- [Projet de rapport \(en anglais\)](#)
- [Communiqué de presse à l'issue du vote en commission parlementaire \(10.10.2018\)](#)
- [Profil de la rapporteure Frédérique Ries \(ADLE, BE\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Service de recherche du PE - Plastiques et engins de pêche à usage unique: réduire les déchets marins \(09.07.2018, en anglais\)](#)
- [Produits multimédias - Plastiques](#)

Eau potable: des projets pour améliorer la qualité de l'eau du robinet

Les députés voteront des projets visant à renforcer la confiance des consommateurs dans l'eau du robinet, bien moins chère que l'eau en bouteille et meilleure pour l'environnement.

La nouvelle législation, mise aux voix mardi, réduit les doses maximales de certains polluants tels que le plomb (de moitié), les substances polyfluorées (PFAS) et les bactéries dangereuses, et met en place une surveillance des niveaux de microplastiques, un sujet de préoccupation grandissant.

Right2Water

Les États membres devraient aussi prendre des mesures pour améliorer l'accès à l'eau, en installant par exemple des fontaines gratuites dans les villes et les espaces publics, là où c'est techniquement réalisable et proportionné. Les députés plaident également pour que l'eau du robinet soit fournie gratuitement, ou à très faible coût, au sein des restaurants, des cantines et des services de restauration.

Suite à leur résolution sur l'initiative citoyenne Right2Water, les eurodéputés réitèrent que les États membres devraient également se concentrer sur les besoins des groupes les plus vulnérables de la société en termes d'accès à l'eau.

Débat: lundi 22 octobre

Vote: mardi 23 octobre

Procédure: procédure législative ordinaire

Conférence de presse: mardi 23 octobre à 14h30

En savoir plus

- [Projet de rapport sur l'eau potable](#)
- [Communiqué de presse suite au vote en commission \(11.09.2018\)](#)
- [Profil du rapporteur Michel Dantin \(PPE, FR\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Service de recherche du PE - Révision de la directive relative à l'eau potable \(en anglais\)](#)
- [Communiqué de presse de la Commission européenne \(01.02.2018\)](#)

Facebook-Cambridge Analytica: débat sur les mesures de suivi

Mardi, les députés débattront avec la commissaire Jourová des mesures prises après la violation des données de Facebook-Cambridge Analytica. Une résolution sera votée jeudi.

Les députés devraient exhorter Facebook à permettre aux organes de l'UE de réaliser un audit complet en vue d'évaluer la protection des données et la sécurité des informations à caractère personnel des utilisateurs, après le scandale révélant que les données de 87 millions d'utilisateurs Facebook ont été obtenues de façon inadéquate et utilisées de manière abusive. Ils devraient recommander à l'entreprise d'apporter des modifications à sa plateforme afin de se mettre en conformité avec la législation européenne sur la protection des données.

De plus, les députés débattront des mesures visant à prévenir la manipulation électorale sur les réseaux sociaux et des actions nécessaires pour mettre à jour les règles de concurrence de l'UE afin de refléter la réalité numérique.

Débat: mardi 23 octobre

Vote: jeudi 25 octobre

Procédure: déclaration de la Commission avec résolution

En savoir plus

- [Profil du rapporteur Claude Moraes \(S&D, UK\)](#)
- [Communiqué de presse à l'issue du vote en commission des libertés civiles \(10.10.2018\)](#)
- [Entretien avec le rapporteur Claude Moraes \(en anglais\)](#)
- [Produits multimédias - Protection des données](#)

Ralentir la propagation de la résistance médicamenteuse des animaux aux humains

Des projets visant à réduire l'utilisation des antibiotiques dans les élevages, afin d'exclure les bactéries résistantes de l'alimentation, feront l'objet d'un vote jeudi.

La nouvelle législation limitera l'utilisation des antimicrobiens par mesure préventive, en l'absence de signes cliniques d'infection (usage prophylactique), aux animaux individuels et non aux groupes d'animaux. Les médicaments ne pourront être utilisés que si cela est pleinement justifié par un vétérinaire, lorsqu'un risque élevé d'infection aux conséquences sérieuses est avéré.

L'utilisation métagyphylactique (par exemple pour traiter un groupe d'animaux dont l'un présente des signes d'infection) devrait être un dernier recours et n'être possible qu'après diagnostic de l'infection et prescription des antimicrobiens par un vétérinaire.

Réserver les antibiotiques aux humains

Afin d'aider à lutter contre la résistance antimicrobienne, la législation donnerait à la Commission européenne le pouvoir de sélectionner les antimicrobiens qui devront être uniquement réservés aux traitements humains.

Contexte

Le Centre européen de contrôle et de prévention des maladies a récemment signalé que les bactéries présentes chez les humains, les aliments et les animaux continuaient à présenter une résistance aux antimicrobiens les plus utilisés. Les scientifiques affirment que la résistance à la ciprofloxacine, un antimicrobien extrêmement important pour le traitement des infections humaines, était très élevée chez les bactéries du genre *Campylobacter*, ce qui réduit donc les possibilités en matière de traitement efficace des infections sévères d'origine alimentaire. Les salmonelles résistantes à plusieurs médicaments continuent à se répandre dans toute l'Europe.

Débat: jeudi 25 octobre

Vote: jeudi 25 octobre

Procédure: procédure législative ordinaire

En savoir plus

- [Projet de rapport sur les médicaments vétérinaires](#)
- [Communiqué de presse suite au vote en commission \(20.06.2018\)](#)
- [Profil de la rapporteure Françoise Grossetête \(PPE, FR\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Service de recherche du PE - Des bactéries plus résistantes, des antimicrobiens plus faibles \(en anglais\)](#)

Budget 2019 de l'UE: accent sur les jeunes, la croissance et l'emploi

Mercredi, les députés confirmeront leur position de négociation sur le budget de l'UE pour 2019, avant de débiter les pourparlers avec le Conseil des ministres.

Dans le projet de résolution qui sera mis aux voix, les députés proposent de renforcer les financements pour Erasmus+, la lutte contre le chômage des jeunes, le traitement de la migration, la recherche, les investissements dans les infrastructures et la protection du climat.

Pour un compte rendu plus détaillé, consultez ces récents communiqués de presse sur la [résolution budgétaire](#) et les [chiffres](#).

Prochaines étapes

Le vote du Parlement marquera le début de trois semaines de négociations de "conciliation" avec le Conseil, l'objectif étant d'aboutir à un accord entre les deux institutions à temps pour que le budget de l'année prochaine puisse être voté au Parlement et signé par son Président le 29 novembre.

Débat: lundi 22 octobre

Vote: mercredi 24 octobre

Procédure: budgétaire

En savoir plus

- [Budget 2019 - Partie 1: projet de résolution budgétaire sur le budget 2019 de l'UE \(en anglais\)](#)
- [Budget 2019 - Partie 2: décisions prises par la commission des budgets concernant les projets d'amendement au projet de budget général \(en anglais\)](#)
- [Documents sur le budget 2019 \(site web du Parlement européen\)](#)
- [Documents sur le budget 2019 \(site web de la Commission européenne\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Fiches techniques sur l'Union européenne - La procédure budgétaire](#)
- [Fiches techniques sur l'Union européenne - Les dépenses de l'Union](#)
- [Produits multimédias](#)

Les députés débattront des conclusions du sommet européen d'octobre

Mercredi matin, les députés feront le point sur les conclusions de la réunion des dirigeants européens des 17-18 octobre, en présence du Président du Conseil européen, Donald Tusk.

Les principaux sujets à l'ordre du jour de la réunion des chefs d'État ou de gouvernement du 18 octobre étaient la migration et la sécurité intérieure de l'UE. Une réunion distincte au format UE27, le 17 octobre, était dédiée au Brexit.

Débat: mercredi 24 octobre

Procédure: débat sans résolution

En savoir plus

- [Projet d'ordre du jour du sommet européen du 18 octobre 2018](#)
- [Communiqué de presse - Débat au Parlement en amont du sommet \(02.10.2018\)](#)
- [Produits multimédias - Sommet européen des 17-18 octobre](#)

Klaus Iohannis débattrait de l'avenir de l'Europe avec les députés

Le Président roumain, Klaus Iohannis, débattrait de l'avenir de l'Europe avec les députés et le Président de la Commission, Jean-Claude Juncker, mardi à 10h30.

Klaus Iohannis occupe le poste de Président de la Roumanie depuis 2014.

Il sera le onzième chef d'État ou de gouvernement à s'adresser aux députés en plénière et à débattre de l'avenir de l'Europe, après:

- le Premier ministre irlandais, Leo Varadkar, le 17 janvier 2018;
- le Premier ministre croate, Andrej Plenkovic, le 6 février 2018;
- le Premier ministre portugais, António Costa, le 14 mars 2018;
- le Président français, Emmanuel Macron, le 17 avril 2018;
- le Premier ministre belge, Charles Michel, le 3 mai 2018;
- le Premier ministre luxembourgeois, Xavier Bettel, le 30 mai 2018;
- le Premier ministre néerlandais, Mark Rutte, le 13 juin 2018;
- le Premier ministre polonais, Mateusz Morawiecki, le 4 juillet 2018;
- le Premier ministre grec, Alexis Tsipras, le 11 septembre 2018; et
- le Premier ministre estonien Jüri Ratas, le 3 octobre 2018.

La Chancelière allemande Angela Merkel débattrait de l'avenir de l'Europe lors de la session plénière de novembre.

Le Président du Parlement européen, [Antonio Tajani](#), et M. Klaus Iohannis participeront à un point presse commun mardi à 12h55, devant le salon protocolaire.

Débat: mardi 23 octobre à 10h30

Procédure: débat sur l'avenir de l'Europe, sans résolution

Point presse: mardi 23 octobre à 12h55, devant le salon protocolaire

En savoir plus

- [Biographie du Président roumain Klaus Iohannis \(en anglais\)](#)
- [L'avenir de l'EU en débat](#)
- [Produits multimédias - Avenir de l'Europe](#)
- [Produits multimédias - Débat sur l'avenir de l'Europe avec le Président Iohannis](#)

Renforcer la sécurité via un système d'information au niveau de l'UE

Le système d'information Schengen amélioré contribuera à la lutte de l'UE contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration irrégulière.

Les députés débattront mardi et voteront mercredi sur trois projets de règlements qui actualiseront le système d'information Schengen (SIS), le plus utilisé pour la gestion de la sécurité et des frontières en Europe. Les négociateurs du Parlement et du Conseil sont déjà parvenus à un accord préliminaire sur le sujet en juin.

Le SIS renforcé aidera les garde-frontières à mieux contrôler qui franchit les frontières de l'UE, la police et les services répressifs à capturer les criminels et les terroristes, et offrira une meilleure protection aux enfants disparus et aux adultes vulnérables. Il améliorera également l'application des décisions de retour délivrées à des ressortissants de pays tiers séjournant de façon illégale sur le territoire de l'UE.

Débat: mardi 23 octobre

Vote: mercredi 24 octobre

Procédure: procédure législative ordinaire, accord en première lecture

En savoir plus

- [Projet de rapport sur l'utilisation du SIS aux fins du retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier](#)
- [Projet de rapport sur l'établissement, le fonctionnement et l'utilisation du SIS dans le domaine des vérifications aux frontières](#)
- [Projet de rapport sur l'établissement, le fonctionnement et l'utilisation du SIS dans le domaine de la coopération policière et de la coopération judiciaire en matière pénale](#)
- [Profil du rapporteur Carlos Coelho \(PPE, PT\)](#)
- [Profil du rapporteur Jeroen Lenaers \(PPE, NL\)](#)
- [Think Tank du PE - Révision du SIS en matière de répression \(mars 2017, en anglais\)](#)
- [Think tank du PE - Révision du SIS en matière de contrôle aux frontières \(mars 2017, en anglais\)](#)
- [Think tank du PE - Utilisation du SIS pour le retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier \(mars 2017, en anglais\)](#)
- [Article du PE - Sécurité: améliorer le SIS \(en anglais\)](#)
- [Produits multimédias - Avenir de Schengen](#)

Réforme des règles sur les redevances routières

Les pays de l'UE imposant des redevances routières fondées sur le temps devront passer à des redevances fondées sur la distance, selon un projet de règles mis aux voix jeudi.

Les États membres de l'UE qui imposent déjà ou sont sur le point d'introduire des taxes sur les [routes faisant partie du Réseau transeuropéen de transport](#) devraient fonder ces redevances sur la distance, à partir de 2023 pour les camions et les bus, et à partir de 2026 pour les voitures et les motos. Telle est la proposition de la commission des transports en ce qui concerne la réforme des règles européennes sur la tarification routière. Le projet de règles qui vise à passer d'une tarification routière basée sur le temps à une tarification basée sur la distance a pour objectif de mieux refléter l'utilisation réelle de la route et la pollution générée par le véhicule.

Pour encourager l'utilisation de véhicules respectueux de l'environnement, les pays de l'UE devraient fixer des taux de tarification routière différents en fonction des émissions de CO2, affirment les députés.

Ce projet prévoit également des limites aux redevances à court terme qui peuvent être imposées aux conducteurs, dans le but de garantir un traitement équitable des usagers occasionnels et des conducteurs d'autres pays de l'UE, jusqu'au passage de la tarification fondée sur le temps à celle fondée sur la distance. Les "vignettes" autocollantes devraient aussi être disponibles pour des périodes plus courtes d'une journée et d'une semaine, ajoutent les parlementaires.

Débat: mercredi 24 octobre

Vote: jeudi 25 octobre

Procédure: procédure législative ordinaire, première lecture

En savoir plus

- [Projet de rapport](#)
- [Communiqué de presse à l'issue du vote en commission parlementaire \(24.05.2018\)](#)
- [Profil de la rapporteure Christine Revault D'Allonnes Bonnefoy \(S&D, FR\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Service de recherche du PE: révision de la directive sur l'eurovignette \(08.12.2017, en anglais\)](#)
- [Produits multimédias](#)

Accord de Paris: appels à renforcer les engagements de l'UE en matière de climat

Une résolution demandant à l'UE de relever ses objectifs de réduction des émissions d'ici 2030 sera votée avant les négociations de Katowice sur le climat.

Le texte souligne que les engagements actuels pris par les parties à la CCNUCC limiteraient le réchauffement climatique à une augmentation de la température d'environ 3,2 degrés seulement et ne seraient même pas proches des 2 degrés. Les députés estiment que les conséquences d'une hausse de 2 degrés des températures mondiales seraient profondes et très probablement irréversibles, mais qu'elles pourraient être évitées en poursuivant l'objectif de 1,5 degré.

Les députés proposent d'actualiser la contribution de l'UE déterminée au niveau national (CDN), à une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 55% d'ici 2030. Ils regrettent cependant que dans la plupart des autres pays, le débat sur l'augmentation des contributions nationales ne commence que très lentement.

Contexte

La résolution représentera le mandat de la délégation du PE, qui participera à la conférence de la COP24 sur le climat à Katowice, en Pologne, en décembre.

Débat: lundi 22 octobre

Vote: jeudi 25 octobre

Procédure: procédure législative ordinaire

En savoir plus

- [Projet de résolution sur la conférence de la COP24 sur le climat \(en anglais\)](#)
- [Communiqué de presse à l'issue du vote en commission parlementaire \(10.10.2018, en anglais\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Service de recherche du PE - Conférence de la COP24 sur le changement climatique à Katowice \(octobre 2018, en anglais\)](#)

Montée de la violence néo-fasciste en Europe: vote en plénière

Les députés s'inquiètent de la hausse du nombre d'incidents liés à la haine et l'intolérance en Europe. Ils souhaitent que l'UE réagisse contre la violence néo-fasciste croissante.

Jeudi, le Parlement dans son ensemble se prononcera sur une résolution résumant les conclusions du débat tenu le 2 octobre en plénière en présence de la commissaire Jourova et de la présidence autrichienne.

Débat: mardi 2 octobre

Vote: jeudi 25 octobre

Procédure: résolution non législative

Débat sur l'assassinat présumé du journaliste saoudien Khashoggi en Turquie

Mardi, le Parlement européen débattera de la disparition et de l'assassinat présumé en Turquie du journaliste Jamal Khashoggi par les services de renseignement saoudiens.

Jamal Khashoggi a été vu pour la dernière fois sur des images de vidéosurveillance entrant au consulat saoudien d'Istanbul le 2 octobre, et n'a pas donné de nouvelles depuis. Par ailleurs, des sources des services de sécurité turcs ont indiqué qu'elles possédaient des preuves, notamment des enregistrements audio, attestant que le journaliste saoudien avait été tué dans les locaux du consulat, bien que les autorités saoudiennes nient toute implication.

Pendant le débat en plénière, les députés devraient demander au Conseil et à la Commission d'accroître la pression internationale sur l'État du Golfe afin qu'il mène une enquête complète sur ce qui s'est réellement passé. Plus tôt ce mois-ci, le Parlement a également [adopté une résolution](#) dans laquelle il demande à nouveau d'imposer un embargo sur les armes à l'Arabie saoudite, étant donné son implication dans la guerre civile dévastatrice qui sévit au Yémen voisin.

Une résolution sera votée jeudi.

Débat: mardi 23 octobre

Vote: jeudi 25 octobre

Procédure: déclaration de la vice-présidente de la Commission / haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité

En savoir plus

- [Résolution du Parlement européen du 4 octobre 2018 sur la situation au Yémen](#)
- [Produits multimédias](#)

Le PE appellera à un élevage industriel des poulets plus respectueux des animaux

Le PE demandera d'agir pour améliorer le bien-être des poulets d'élevage, lutter contre la résistance antimicrobienne dans les fermes avicoles et mieux tracer l'origine de la viande.

La résolution non législative, qui sera mise aux voix mardi, résumera le [débat en plénière](#) du 4 octobre dernier sur le bien-être animal, l'utilisation antimicrobienne et les conséquences environnementales de l'élevage industriel de poulets.

Pendant la discussion, [les députés ont demandé à la Commission](#) si elle avait l'intention de prendre des mesures afin d'améliorer la mise en œuvre de la [directive sur les poulets d'élevage](#). Ils ont aussi [cherché à savoir](#) si elle comptait soutenir les systèmes de production de volaille alternatifs, qui améliorent le bien-être animal et réduisent le besoin de recourir à un usage indiscriminé d'antimicrobiens.

Débat: jeudi 4 octobre

Vote: mardi 23 octobre

Procédure: résolution non législative

En savoir plus

- [Produits multimédias - Bien-être animal](#)

Recommandations pour le programme de travail de la Commission 2019

Les députés exprimeront leur opinion sur le programme de travail de la Commission pour 2019 mardi à 15 heures, en présence du premier vice-président de la Commission, Frans Timmermans.

Le programme annuel que la Commission sortante présentera aux députés, mardi dans l'après-midi, sera donc probablement limité aux tâches à réaliser dans les sept mois à venir. La plupart d'entre elles ont déjà été mentionnées par Jean-Claude Juncker dans son [discours sur l'état de l'Union](#) en septembre dernier: l'emploi et la croissance, le marché unique numérique, l'énergie et le changement climatique, l'équité sociale dans le marché intérieur, l'euro, la politique commerciale, la sécurité et la justice, la migration, ainsi que le renforcement de la dimension démocratique de l'Union.

Débat: mardi 23 octobre

Procédure: déclaration de la Commission

En savoir plus

- [Communiqué de presse - État de l'Union: renforcer l'UE en tant qu'acteur mondial](#)
- [Discours sur l'état de l'Union 2018 \(site de la Commission\)](#)
- [Fiche de procédure - Programme de travail de la Commission 2019](#)

Autres sujets à l'ordre du jour

Parmi les autres sujets devant être débattus et votés, figurent:

- Politiques économiques de la zone euro, Mavrides, débat lundi, vote mardi;
- Politiques de l'emploi et sociales de la zone euro, Hetman, débat lundi, vote mardi;
- Protection des intérêts financiers de l'UE, recouvrement de fonds et d'avoirs auprès de pays tiers dans les cas de fraude, Ivan, débat lundi, vote mardi;
- Ressources affectées à la cohésion économique, sociale et territoriale et ressources affectées à la croissance et l'emploi, Mihaylova (COD), vote mardi;
- Décharge 2016: budget général de l'UE - Conseil européen et Conseil, Valli, débat mardi, vote mercredi;
- Décharge 2016: Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO), Staes, débat mardi, vote mercredi;
- Présentation du rapport annuel 2017 de la Cour des comptes, débat d'actualité (article 153a), mercredi;
- Importation de biens culturels, Mosca, Dalton (COD), débat mercredi, vote jeudi;
- Maîtriser la mondialisation: aspects commerciaux, Schuster, débat et vote jeudi;
- Promotion de véhicules de transport routier propres et économes en énergie, Grzyb (COD), débat lundi, vote mardi;
- Rôle de la participation financière des salariés dans la création d'emplois et le retour des chômeurs à l'emploi, Weber, débat mercredi, vote jeudi; et
- Mise en place des infrastructures nécessaires à l'utilisation des carburants de substitution dans l'Union européenne: c'est maintenant qu'il faut agir!, Ertug, débat et vote jeudi.